

COMBAT OUVRIER

Hebdomadaire communiste révolutionnaire (trotskyste)

Pour la construction
d'un parti ouvrier
révolutionnaire en
Martinique et en
Guadeloupe.
Pour l'émancipation
des peuples de
Martinique et de
Guadeloupe.
Pour la reconstruc-
tion de la IV^{ème}
Internationale.

VENDREDI 4 SEPTEMBRE

N° 127

ANTILLES 2 F
 PRIX : FRANCE 3 F

Editorial

LE GOUVERNEMENT FAIT MINE
DE SE PREOCCUPER DE LA
CULTURE ANTILLAISE POUR
EVITER LES AUTRES

PROBLEMES

Henri Emmanuelli vient de nommer Aimé Césaire chargé de mission pour les problèmes culturels pour les DOM. Césaire a accepté ce poste, tout en précisant qu'il n'était pas demandeur, et a déclaré qu'il se réjouissait d'avoir enfin les moyens de mettre en œuvre une politique visant à l'épanouissement de la culture antillaise.

En prenant cette décision, le nouveau ministre des DOM-TOM entend répondre à la préoccupation des élites intellectuelles antillaises qui revendiquent depuis longtemps la reconnaissance de la spécificité antillaise en matière de culture.

Mais rien ne dit que la nomination de Césaire à ce poste entraînera obligatoirement des changements dans le domaine de la culture aux Antilles, car le rôle du chargé de mission est avant tout de faire des propositions. C'est ensuite le gouvernement qui décide des applications pratiques et des réformes à entreprendre. Et cela est bien sûr avant tout une question de budget.

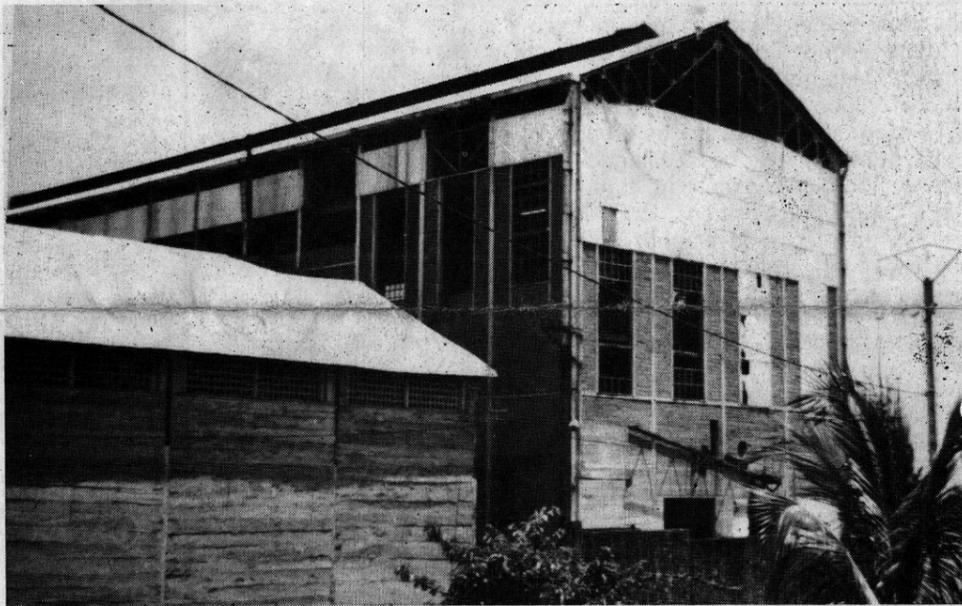
De plus, on peut se demander dans quelle mesure il peut y avoir libération et épanouissement de la culture antillaise sans une libération politique des Antilles. Et jusqu'à présent les Antilles sont toujours dominées par l'état colonial français, même si le gouvernement se dit « socialiste ». Une véritable politique culturelle, avec toute la liberté d'expression que cela suppose, ne peut naître que dans un système réellement démocratique où toutes les couches de la population peuvent s'exprimer. Ce qui n'est certes pas le cas sous le système colonial et capitaliste actuel.

Aussi l'effort que le gouvernement français vient d'annoncer pour promouvoir la culture spécifique des DOM est-il d'avance destiné à tourner court, quelles que soient par ailleurs les bonnes intentions de ses promoteurs.

Mais que le gouvernement ait choisi de s'attaquer au problème culturel dans les DOM n'est certainement pas le fruit du hasard. Il fallait que le nouveau gouvernement socialiste ait l'air de faire quelque chose en faveur des DOM, et il a choisi pour cela la voie qui l'engageait le moins et surtout qui ne remettait pas en cause le système actuel.

Suite page 4

BEAUPORT : DES BRUITS DE FERMETURE... MAIS LES TRAVAILLEURS ONT LES MOYENS DE NE PAS EN FAIRE LES FRAIS



Beauport : « Beauport » connaîtra-t-elle le sort de « Mar-
sat » et des autres ?

D'après les ouvriers de l'usine de Beauport, les travaux d'entretien et de réparation du matériel de l'usine, ne se feraient pas normalement. Ils ont tenu les conseillers généraux au courant de ces faits par télégramme.

Pour l'instant, la direction de l'usine Beauport n'a pas fait savoir qu'elle ne rouvrirait pas ses portes pour la prochaine récolte. Mais devant le retard accumulé depuis l'inter-récolte, le doute s'installe.

S'agit-il pour cette dernière de faire du chantage ? En n'engageant pas les travaux veut-elle alarmer les pouvoirs publics et ainsi leur forcer la main d'obtenir de nouvelles subventions ?

De telles pratiques, venant de sociétés qui ont toujours pratiqué le chantage à la fermeture pour obtenir toujours force subventions, ne seraient pas pour étonner. Pas plus d'ailleurs qu'une réelle fermeture, tendance générale qui se confirme depuis des années.

Depuis que l'exploitation de la canne à sucre aux Antilles est devenue moins juteuse, pour diverses raisons d'ailleurs, ces sociétés sucrières pratiquent le chantage. Elles reçoivent des subventions de l'état pour moderniser leur matériel, pour augmenter leur rentabilité, soi-disant ; or de subventions en subventions, les usiniers pleurent de plus en plus misère.

L'année dernière, l'usine Beauport a vendu une grande partie de ses terres de canne à la SAFER. C'était là encore une bonne affaire pour faire rentrer de grosses sommes d'argent dans les coffres. Mais là encore, ces tractations juteuses n'ont guère servi à améliorer l'entretien de sa

propre récolte. Plus d'un tiers des cannes de l'usine sont restées sur pied, une part importante de celles des planteurs n'ont pu être broyées, par manque d'organisation rationnelle au niveau de la pesée et de l'acheminement des cannes. Toutes choses dont la direction de l'usine est en grande partie responsable.

Et ne voilà-t-il pas qu'en fin de récolte, la direction dit qu'elle est en difficulté et prétexte qu'elle n'a pas eu assez de cannes à broyer.

Ce serait donc dans la logique des méthodes de ces exploitants d'exiger de nouvelles subventions.

Mais il n'est pas impossible non plus que dès cette année, ou dans un ou deux ans, les capitalistes de Beauport décident

d'investir leur argent dans un secteur plus lucratif, où l'argent tombe plus facilement que dans le sucre de canne actuellement.

Verra-t-on alors recommencer les concerts de « pleurs et de lamentations » des hommes politiques, des « déclarations ronflantes » des uns et des autres affirmant que l'usine ne fermera pas... ?

Les travailleurs de l'usine, les centaines d'ouvriers agricoles de la région, n'ont pas intérêt à se laisser bernier par ce genre de démonstrations. Ils ont vu dans quelle situation ont été laissés ceux de Bonne-Mère, puis de Blanchet et Darboussier. Les promesses faites sur la survie de l'usine pour empêcher la montée de la colère des masses, c'est une chose. La misère dans laquelle se trouvent plongées des centaines de familles lorsqu'en fin de compte l'usine ferme ses portes, en est une autre.

Alors, les travailleurs ont mieux à faire que d'assister passifs aux pleurnicheries des uns et aux promesses des autres.

Si l'usine se prépare à fermer, ils peuvent se préparer à se payer sur le capital.

Depuis des dizaines d'années qu'ils arrosent de leur sueur et de leur sang les champs et les rouages du matériel de l'usine de Beauport, ces terres, cette usine sont en fait les leurs.

Les capitalistes peuvent fermer leur usine, arrêter la production, mais les travailleurs ne doivent pas les laisser faire de juteuses tractations sur les terres, à leur détriment.

Ils ont les moyens de ne pas faire les frais d'une éventuelle fermeture. Ils peuvent se payer sur le matériel de l'usine et sur les terres.

Marianne Tibus

« AFFAIRE VENUTOLO » QUAND LA JUSTICE BOURGEOISE SE MONTRE COMPREHENSIVE !

Le capitaliste Vénutolo n'aura donc pas moi si longtemps en prison : après 2 semaines à peine d'incarcération à la prison de Fort-de-France, il a été mis en liberté provisoire, car en son absence son entreprise risquait la faillite et ses employés auraient été licenciés.

La justice avait semblé faire preuve de courage en osant mettre en prison un de ces individus qui non contents de s'en

mettre plein les poches en exploitant plusieurs dizaines de travailleurs complètent leurs revenus en fraudant le fisc ou les consommateurs. Mais depuis la mi-août, les choses ont pris une tournure un peu plus normale : la prison a gardé sa vocation naturelle, à savoir lieu de détention des noirs pauvres de Martinique.

Suite page 3

QUAND LES BRIGANDS CAPITALISTES, PILLEURS, ET EXPLOITEURS, PARLENT « D'ESPOIR » AUX « PAYS LES MOINS AVANCES »...

La conférence des Nations-Unies sur les pays sous-développés, oh pardon, les « pays les moins avancés », ou PMA comme on les appelle pudiquement aujourd'hui, aura révélé encore plus crûment (tout comme le nouvel euphémisme PMA), toute l'hypocrisie du monde capitaliste et des gouvernements.

Les représentants des pays qui depuis des siècles pillent, colonisent les trois quart de la planète continuent tous de verser leurs larmes de crocodile sur la misère des pays du tiers-monde. Trente et un d'entre eux, disent-ils, sont particulièrement « moins avancés » car l'on y vit (si on peut appeler cela vivre) avec un Produit Intérieur Brut annuel de moins de 650 dollars par habitant et un taux d'alphabétisation parfois inférieur à 10 %, comme au Niger par exemple. En réalité, il ne s'agit là que des plus pauvres, mais s'il fallait compter les « pauvres » sans superlatif, le chiffre serait bien supérieur à 31.

De plus, il semble que plus on parle d'aide au Tiers-Monde, plus on organise de telles conférences et plus le fossé se creuse entre les pays avancés et les pays sous-développés entre le niveau de vie des populations du nord et celui du sud de la planète... Non pas que celui des populations du nord augmente tellement, c'est surtout celui des peuples du sud qui baisse et se dégrade.

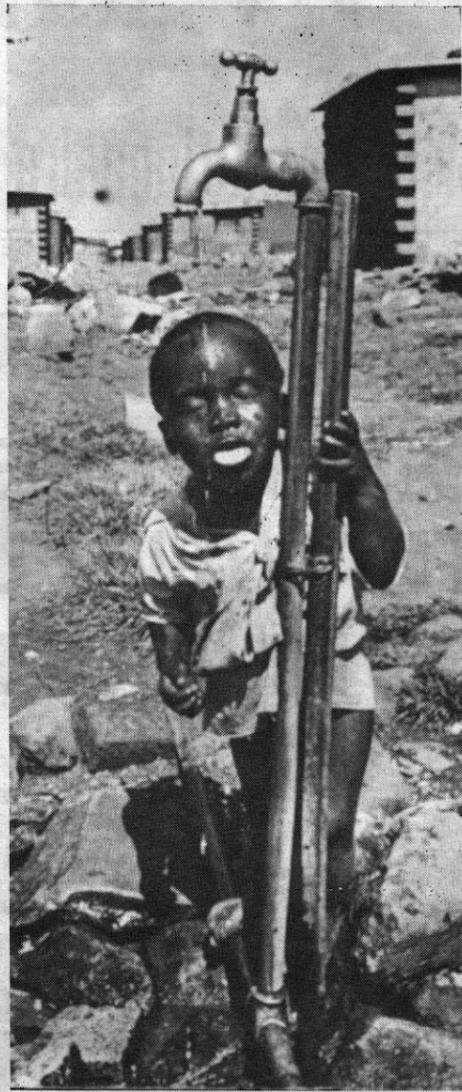
Il n'y a pas bien longtemps, nous avons pu voir à la télévision un film sur les bordels d'enfants en Thaïlande. Cela a glacé d'effroi tous ceux qui ont vu ce reportage. Des jeunes filles de 8 à 15 ans sont vendues par leurs parents à des gens qui les prostituent, les parents le savent mais expliquent-ils, c'est cela ou mourir de faim. Nous avons pu voir des toute jeunes

filles épuisées et tristes, expliquer leur « métier »... Dans d'autres régions d'Asie, ce sont des arènes d'enfants qui sont dressées, où ils se battent pour des paris, comme des coqs... ailleurs, à Bogota, Lima et dans d'autres villes d'Amérique Latine ce sont des millions d'enfants qui sont contraints de travailler près de dix heures par jour. D'autres travaillent dans les mines jusqu'à épuisement... Les rapports d'experts sur le travail des enfants ou sur le degré de pauvreté de tel ou tel pays ne manquent pas à l'ONU et dans les organismes internationaux...

Ces exemples sont les plus spectaculaires, mais d'une façon générale les trois quart de l'humanité vivent dans le besoin, souffrent de la faim. Des pays comme Haïti, le Bénin, la Thaïlande, l'Inde sont des régions où de jour en jour l'horreur prend des proportions toujours plus grandes...

Alors, Mitterrand peut s'exclamer que « nous devons donner à ces pays les moyens de l'espoir », ce ne sont là que des mots creux qui comme ceux de ses prédécesseurs sont destinés à endormir les gens. Pour Giscard il fallait créer un « nouvel ordre économique mondial » formule magique, Mitterrand aujourd'hui c'est « la stratégie globale du développement »... qui permettrait de résoudre les problèmes des pays sous-développés... Mitterrand, et la presse bourgeoise a repris en chœur tout cela, a fait cinq propositions pour venir en aide aux pays sous-développés... et l'on souligne, n'est-ce pas, la volonté du gouvernement socialiste de s'occuper tout particulièrement de leurs problèmes.

Mais ce sont les pays socialistes comme la France et leurs grosses sociétés multinationales qui dominent, exploitent et rédui-



sociétés françaises qui pendant des dizaines d'années ont exploité jusqu'au sang les peuples de ces pays dont la force de travail, le sang et la sueur contribuaient à remplir les coffres forts des banques...

Les gouvernements capitalistes, le colonialisme, l'impérialisme sont les principaux responsables de la misère du monde. Alors Mitterrand peut bien déclarer qu'il « revient aux pays développés d'apporter aux pays les moins développés l'appoint extérieur qui leur donnera les moyens non seulement de survivre mais de se développer » ou encore que « la France envisage de réserver une part non négligeable du montant global de l'aide publique aux pays les moins développés »... cela n'y changera rien. Tant que les pays capitalistes continueront de dominer les pays sous développés tant que le système capitaliste et impérialiste demeurera, aucune possibilité de développement ne pourra s'offrir aux pays pauvres. Bien au contraire...

La crise du monde capitaliste aujourd'hui déclinant et vieillissant ne pourra qu'accentuer les contradictions entre pays pauvres et pays riches, ne pourra qu'augmenter les famines et la misère sous toutes ses formes.

La seule façon d'en finir avec un tel système c'est que les opprimés des pays pauvres se dressent contre leurs gouvernements et contre l'impérialisme qui les opprime et qu'ils instaurent le pouvoir des travailleurs et de tous les pauvres.

Les prolétaires des pays impérialistes ont aussi la possibilité d'empêcher leur propre bourgeoisie de continuer à opprimer et dominer le reste de la planète. Il faut qu'ils balayent la classe dominante bourgeoise, prennent le pouvoir et instaurent le socialisme à l'échelle de la planète.

Ce socialisme n'aura rien à voir avec celui d'un Mitterrand qui est en fait un représentant de la bourgeoisie capitaliste. Le socialisme, en faisant disparaître les rapports de domination entre les hommes, entre les peuples permettra que l'ensemble des ressources de la planète, l'ensemble des moyens de production et le degré de technique et de développement atteint aujourd'hui par l'humanité profite à tous les hommes et à tous les peuples.

Alors oui le développement sera possible non seulement pour les pays pauvres et les peuples du tiers monde, mais pour l'ensemble de l'humanité, développement aujourd'hui freiné par le système capitaliste.

HOPITAL : LES EMPLOYES DE LA CUISINE EXIGENT LA REINTEGRATION DE LEURS CAMARADES LICENCIES.



Hôpital : les membres du comité de grève de la cuisine lors d'un meeting à l'hôpital.

Les employés de la cuisine à l'hôpital général de Pointe-à-Pitre sont mécontents. Il y a environ un mois, la direction faisait savoir qu'elle licencierait deux agents sous prétexte qu'ils avaient de mauvais rapports et travaillaient mal...

Mais il ne s'agit là que de prétextes pour se débarrasser purement et simplement de deux travailleurs.

Cette décision est d'autant plus scandaleuse que ces deux agents, travaillent à l'hôpital depuis plus de trois ans.

Aussitôt, les employés de la cuisine se sont réunis en assemblée générale et ont élu un comité de grève pour déclencher un mouvement. En attendant, ils ont fait savoir leur mécontentement à l'ensemble des travailleurs de l'hôpital par voie de

tracts et en organisant plusieurs réunions d'information à l'entrée de l'établissement.

Il est encore trop tôt pour savoir si la grève aura lieu à la cuisine, mais d'ores et déjà le mécontentement des travailleurs s'exprime... à tel point que la direction a envoyé une lettre au comité de grève pour déclarer qu'elle était prête à garder les 2 licenciés, mais comme auxiliaires permanents et prioritaires.

De nombreux employés de la cuisine ne l'entendent pas de cette oreille et réclament la titularisation immédiate des deux agents en rappelant justement que travaillant depuis plus de trois ans à l'hôpital ils auraient déjà dû être titularisés.

sent à la misère les peuples de ces pays. Ce sont ces pays capitalistes qui pillent les richesses de ces pays « moins avancés », « pauvres », « défavorisés » comme leurs experts les nomment. Ils pillent leurs matières premières pour leurs industries capitalistes. Ce sont ces pays qui ont mené des guerres coloniales innombrables en Asie, en Afrique, et qui encore attisent les conflits. La France vend des « Mirages » à l'Afrique du Sud, aux pays arabes, elle vend aussi des bombes, des chars, des armes en quantité. Ce sont ces Mirages qui ont permis à l'armée sud-africaine de bombarder le sud de l'Angola dernièrement. Ces guerres incessantes au Moyen-Orient, en Afrique, en Asie laissent ces pays dans un état de délabrement total. L'état du Cambodge, du Laos, du Vietnam, est aujourd'hui horribles, mais avant l'armée américaine, c'est l'armée française qui a occupé ces pays et ce sont les grosses

AIR-FRANCE (Martinique) GREVE NON LIMITEE DU PERSONNEL

C'est le lundi 31 août que les employés au sol d'Air-France se sont mis en grève non limitée pour protester contre les conditions de travail qui leur sont faites, plus particulièrement en cette période de l'année.

En effet, la période des vacances est une période de travail intensif pour les employés d'Air-France. Aux milliers de personnes qui quittent la Martinique ou la Guadeloupe, s'ajoutent les touristes étrangers et surtout les dizaines de milliers de personnes de l'émigration qui retournent pour un mois ou deux aux Antilles, tandis qu'en sens inverse c'est l'occasion pour ceux qui vivent aux Antilles d'aller voir leurs parents en France.

Face à cette augmentation très forte du trafic, c'est un personnel en nombre

nettement insuffisant qui doit s'efforcer de satisfaire les besoins de la clientèle dans des conditions difficiles. Un seul exemple : les bureaux d'Air-France ferment avant l'heure, étant donnée la masse d'usagers qui attendent d'être servis. Malgré cette entorse au règlement, les employés eux, doivent rester jusqu'à trois quarts d'heure après la fermeture pour servir les clients encore présents, tout cela dans des conditions d'énervernement difficilement supportables.

On comprend donc très bien la colère des employés d'Air-France. Ils réclament entre autre, l'amélioration des conditions de travail, par la réfection de l'agence du Bord de mer et aussi l'embauche de personnels supplémentaires.

« UN ETAT DES NOIRS PAUVRES INDEPENDANT DES RICHES ET DES BLANCS » EST UN ETAT DEBARASSE DU COLONIALISME ET DIRIGE PAR LES TRAVAILLEURS

Pays sous-développés et colonisés la Guadeloupe et la Martinique sont entre les mains d'une poignée de riches capitalistes que protège et défend l'administration coloniale. Ce sont essentiellement ceux qui possèdent les usines de sucre-rhum, les banques, les grandes surfaces et les grands propriétaires fonciers qui détiennent la grande majorité des terres plantées en cannes et en bananes ou occupées par les élevages bovins dans le sud de la Martinique notamment. Il faut ajouter à cette classe de riches possédants quelques gros bourgeois de l'import-export dans le domaine de l'automobile et des matériaux de construction. Cette catégorie de riches possédants extrêmement minoritaires dans la population est presque exclusivement composée de blancs, soit français, soit blancs créoles dénommés békés en Martinique.

Faisant également partie des classes dirigeantes, l'on trouve une bourgeoisie vivant essentiellement du commerce (bourgeoisie compradore). Moins riche que ceux qui occupent les sommets des couches dirigeantes, cette bourgeoisie n'y est pas moins liée. Complètement dépendante des possédants riches, cette bourgeoisie fait figure d'une couche sociale parasitaire. C'est bien pour cela qu'elle est incapable d'une politique différente de celle imposée par des sphères dominantes de la bourgeoisie. Le sort de cette couche inférieure est du coup lié à celui des grands capitalistes, et c'est bien pour cela qu'elle est dans l'impossibilité, en dépit de quelques velléités d'indépendance dictées par des conflits momentanés d'intérêt, d'exprimer une quelconque volonté nationale et de se battre de façon autonome pour créer un état guadeloupéen ou martiniquais.

Cette volonté nationale, cette aspiration à créer un état se trouve, précisément de ce fait, exprimée par la petite bourgeoisie, et plus particulièrement par la petite bourgeoisie intellectuelle, avocats, médecins, professeurs, enseignants, étudiants et lycéens. C'est essentiellement cette couche sociale qui assure la direction des principales organisations nationalistes de Martinique et de Guadeloupe. Mais la petite bourgeoisie comprend aussi toute une masse de petits propriétaires des villes et des campagnes, tels les moyens et petits paysans, les petits commerçants, les propriétaires de transport en commun et de taxis. Vivant en réalité, pour la plupart de leur travail, ces couches sociales se distinguent de la classe ouvrière proprement dite en ceci qu'elles sont, malgré des conditions d'existence proches des ouvriers, particulièrement attachées à la propriété privée, écrasée par le grand capital et le système colonial cette fraction de la petite bourgeoisie peut être assez réceptive aux idées nationalistes et en cas d'une montée de la lutte politique et en l'absence d'un parti ouvrier révolutionnaire constituer une base sociale pour le courant nationaliste petit-bourgeois. Et c'est bien par l'intermédiaire de cette couche sociale que le courant nationaliste pourrait contrôler et museler dans l'avenir la classe ouvrière si celle-ci n'est pas organisée de façon indépendante.

Mais si la petite-bourgeoisie intellectuelle peut effectivement exprimer les aspirations nationales de la population et se battre radicalement pour un Etat national et indépendant, elle n'offre, et loin s'en faut, aucune perspective d'émancipation de l'exploitation capitaliste de l'ensemble des opprimés et des couches pauvres de la population.

Car en prenant la direction de la lutte anti-coloniale la petite-bourgeoisie ne peut créer qu'un Etat bourgeois, c'est-à-dire un état défendant la propriété privée et les intérêts particuliers de quelques capitalistes, quelques notables martiniquais et guadeloupéens.

Et si positivement l'état mis en place dans ces conditions peut prétendre à une certaine indépendance, il n'en ira pas de même pour l'économie. A l'époque de l'impérialisme il est absolument impossible à un pays, encore moins un pays sous-développé, de disposer d'un appareil économique indépendant et il est illusoire, comme le prétend la petite-bourgeoisie, de vouloir atteindre un niveau de développement comparable à celui des pays capitalistes industrialisés. C'est bien pour ces raisons qu'en cas de changement politique sous la direction de la petite bourgeoisie l'économie de la Guadeloupe et de la Martinique restera tributaire de l'impérialisme. En définitive un tel changement ne sera même pas favorable à la petite-bourgeoisie elle-même. La seule classe sociale capable à la fois de répondre aux aspirations nationales du peuple et de conduire à une émancipation totale des opprimés et des couches pauvres c'est la classe ouvrière.

Certes la classe ouvrière n'est pas la classe la plus nombreuse en Martinique et en Guadeloupe. Elle regroupe en particulier les ouvriers des divers secteurs urbains (bâtiment et travaux publics, docks, EDF, automobile etc), les salariés des banques, du commerce et des administrations ainsi que tous les ouvriers agricoles.

De par sa place dans la production, le rôle que peut jouer politiquement cette

classe est déterminant... Elle est vraiment la seule classe à pouvoir atteindre directement le capital dans ce qu'il a de vital pour lui : la création de la plus-value et, de ce fait, bloquer tout l'appareil de production.

Et c'est donc bien cette position qui confère à la classe ouvrière son caractère révolutionnaire. Car en renversant la bourgeoisie et en mettant un terme à l'exploitation de l'homme par l'homme la classe ouvrière crée du coup les conditions économiques et sociales de l'émancipation de toutes les couches pauvres de la société y compris des couches petites-bourgeoises.

Mais si globalement la classe ouvrière est révolutionnaire, toutes les actions entreprises par l'une ou l'autre de ses fractions ne sont pas forcément révolutionnaires et ne visent pas à un changement politique. Pour que les multiples luttes de la classe ouvrière dépassent de simples revendications et prennent la forme d'une lutte pour un changement social fondamental il est nécessaire qu'existe un parti ouvrier révolutionnaire regroupant les ouvriers les plus conscients et les plus combattifs. Mais il est également nécessaire que dans son combat la classe ouvrière se trouve des alliés. Certes la paysannerie pauvre est le principal allié de la classe ouvrière dans tous les pays sous-développés, et cela également est vrai en Guadeloupe et en Martinique. Il existe également toute une fraction de la population, celle des quartiers pauvres des villes et des communes, qui du fait du chômage important et du caractère saisonnier de certaines activités, vit de « jobs » et de palliatifs.

Cette catégorie fait aussi partie des noirs pauvres, tout comme les ouvriers, les paysans pauvres face au pouvoir blanc, face au pouvoir colonialiste, capitaliste, il n'y a pas opposition d'intérêts entre ceux qui ont un travail régulier et les autres noirs pauvres. C'est en ralliant tous les pauvres que la classe ouvrière sera en mesure de détruire l'ordre colonial et d'instaurer une société débarrassée de la misère, de l'exploitation et de l'oppression.

Jean Ignace

CINEMA : NEIGE

Pigalle, Clichy, Barbès : des quartiers de Paris qui évoquent immédiatement la prostitution, la drogue, la délinquance, mais aussi la vie déclassée et marginale d'une fraction des émigrés : Arabes et Noirs principalement. C'est le décor de Neige, le film de Juliet Berto.

Ce film nous entraîne près de personnages plus ou moins perdus et victimes d'une société qui les condamne à la détresse, au désespoir le plus profond. Il y a cette femme droguée, emprisonnée ; son mari contraint au mouchardage pour lui obtenir une remise de peine promise par les flics en échange de ses renseignements sur les « passeurs », il y a ce jeune noir antillais, Bobby, qui revend de la drogue et se fait tuer à bout portant par la police en face des magasins Tatit. Il y a aussi cette jeune barmaid, son amant et son ami antillais : Joko (Robert Liensol)... C'est d'ailleurs autour de ces trois derniers personnages que le film est construit. La barmaid au cœur sensible cherchera d'abord à protéger son copain, Bobby, des descentes de la police dans le quartier où il revend la drogue, puis après sa mort tragique, elle aidera un ami (travesti) à se procurer « la neige » qui lui manque depuis la mort de Bobby. Elle même n'est pas une droguée mais simplement une habituée du quartier et des nuits blanches de Clichy-Barbès... Elle est aidée par son ami noir : Jocko et par son amant.

Le scénario en lui-même est banal, mais pourtant le film n'est pas ce vulgaire « policier » archi vu sur les milieux de la drogue...

Les auteurs font vivre sur nos yeux tous ces marginaux et ce milieu multi-racial et déclassé de Paris. On y voit une frange de l'émigration antillaise : de jeunes noirs délinquants de Paris qui font un peu de tout pour vivre, jusqu'à revendre de la drogue.

Lors de certaines scènes, l'on finit même par être pris de compassion pour certains personnages, mais n'est-ce pas là un des buts avoués ou non des auteurs du film ? Une légère complaisance est à noter chez eux pour ce qu'il est convenu d'appeler les « marginaux ».

Mais somme toute, « Neige » est un film intéressant à voir. Le sentiment de tristesse et de dégoût que l'on éprouve à la vue des images ne peut que faire réfléchir et se poser des questions sur la nature de la société dans laquelle nous vivons.

C'est la réalité qui nous est montrée dans des images saisissantes et parfois poignantes. Des épaves humaines, trainant dans les rues, aux flics maniaques et vicieux, de la loi des souteneurs d'un cynisme implacable à celle de l'exploitation capitaliste sous son jour le plus hideux, tout est réel et tristement vrai.

C'est le système capitaliste qui pousse des millions d'individus à émigrer de diffé-

rents coins de la planète pour venir « travailler » en France, dans la misère, proies faciles de plaisirs éphémères pour lutter contre la solitude ; c'est lui, ce système, qui est le principal responsable de l'état de délabrement que peuvent atteindre certains êtres humains.

« AFFAIRE VENUTOLO » QUAND LA JUSTICE BOURGEOISE SE MONTRE COMPREHENSIVE

SUITE DE LA PAGE 1

Alors, cette justice si dure avec le pauvre, l'exploité se montre une fois de plus compréhensive avec les puissants, les capitalistes. Car, pour le vol d'un portefeuille, pour des larcins dont la valeur se chiffre au mieux à quelques milliers de francs, on voit des jeunes, mis en prison, totaliser plusieurs mois de détention préventive pour finalement être sévèrement condamnés lors des procès.

Tandis que dans le cas qui nous préoccupe, la somme détournée était considérable : 500 millions de centimes, et mis à part le fisc et les assurances, ce sont sans doute plusieurs centaines de consumma-

teurs qui ont été victimes des procédés frauduleux employés, car on leur revendait des meubles qui étaient censés ne plus avoir aucune valeur !

Alors, en incarcérant Venutolo, la justice bourgeoise a peut-être voulu faire un exemple vis-à-vis des autres capitalistes, mais elle n'a réussi qu'à montrer ses limites. Et les autres, tous les autres, tous ceux dont on murmurait les noms comme étant susceptibles d'être inquiétés, peuvent dormir sur leurs deux oreilles. Ce n'est pas de sitôt que leur propre justice leur demandera des comptes.

DECES DU CAMARADE PEDRO, MILITANT DE COMBAT-OUVRIER



Notre camarade « Pedro » Quenette est mort subitement le lundi 24 août 1981. Il était malade et c'est lors d'une crise qu'il a perdu la vie.

Mais cette maladie ne l'avait pas empêché de militer activement dans les rangs de Combat-Ouvrier depuis six ans.

Ouvrier plombier, né à Pointe-à-Pitre et ayant vécu longtemps à Sainte-Rose, Pedro avait émigré en 1972 en France. Collégien, il avait déjà un contact avec notre tendance, mais c'est dans l'émigration qu'il commencera vraiment à militer.

Revenu en Guadeloupe depuis quelques mois, il était au chômage, mais poursuivait ses activités militantes avec le même enthousiasme.

Notre camarade était entièrement dévoué à la cause qu'il avait choisie : celle de sa classe, celle du socialisme.

IRAN : ATTENTATS, REPRESSION ACCRUE, VA-T-ON VERS LA DESTABILISATION DU REGIME ?



Iran : ceux qui réclamaient le départ du Shah sont-ils aujourd'hui satisfaits du nouveau régime ?

Deux mois presque jour pour jour après l'attentat perpétré au siège du parti de la république islamique le 29 juin et qui avait fait 74 tués parmi les cadres du régime iranien en place, ce sont les deux plus éminents responsables de cet état qui ont été assassinés lors d'un attentat le 30 août dernier.

Le président de la république Ali Radjaï, élu après le limogement de Bani Sadr, et son premier ministre Bahomar ont péri. A nouveau l'état islamique iranien se trouve sans chef de gouvernement et sans président. Il revient encore une fois à Khomeïny, le seul chef jouissant d'une autorité suffisante pour faire taire les dissensions existant au sein même du mouvement religieux intégriste, d'intervenir directement pour régler les affaires de l'état.

Depuis l'attentat de dimanche, il n'a pas ménagé ses interventions appelant les Iraniens à s'unir pour éliminer les « hypocrites », c'est ainsi que sont appelés désormais les extrémistes de gauche « Moudjahedine du Peuple » et les autres opposants.

De nouvelles élections présidentielles devront avoir lieu et il faudra trouver une nouvelle équipe gouvernementale soudée.

Ainsi depuis plusieurs mois, la série d'attentats contre les hommes politiques de la république islamique, se développe et frappe les premiers responsables d'un régime religieux qui ont mis en place au nom de l'Islam et du Coran un système de plus en plus coercitif et réactionnaire.

La répression s'abat systématiquement

sur les opposants au régime islamique intégriste et aussi sur les hommes ou femmes qui enfreignent la sacré-sainte loi coranique. Les exécutions sommaires se succèdent.

Les libertés d'expression, de réunions, acquises lors de la puissante mobilisation des masses populaires pour renverser l'autocratie sanglante du Shah ont été peu à peu confisquées. Désormais tout parti est interdit, ainsi que la plupart des organes de presse.

Il n'est donc pas étonnant que puisse se développer une opposition terroriste qui cherche à déstabiliser la puissance des religieux et ce, dans les rouages de l'état islamique même.

Pourtant le régime islamique, malgré son caractère rétrograde, demeure pour une grande partie des pauvres en Iran, celui du chef de droit divin qui les a libérés du tyran Shah Palhévi et sa cour vile et corrompue. La mobilisation importante, qui se fait lorsque l'IMAM lance un appel en est une preuve. Et, pour l'instant les attentats, même s'ils jettent un grand émoi jusqu'au sein des rangs intégristes ne déséquilibrent pas le régime.

Il n'empêche que les violences réactionnaires, la suppression des libertés pour des masses de plus en plus grandes, peuvent devenir le ferment grâce auquel des hommes politiques pourront nourrir une opposition au sein de la population pour remettre en question le pouvoir des intégristes.

M.T

LE GOUVERNEMENT BLANC RACISTE D'AFRIQUE DU SUD ENVOIE SES TROUPES EN ANGOLA

La semaine dernière, le gouvernement raciste d'Afrique du Sud engageait d'importantes forces militaires dans le sud de l'Angola. Il s'agissait d'y détruire les bases de la Swapo : organisation nationaliste qui lutte pour l'indépendance de la Namibie (sud-ouest africain) territoire colonisé par le gouvernement blanc raciste sud-africain.

Apparemment, les troupes sud-africaines avec l'appui aérien de leurs mirages auraient détruit plusieurs installations militaires de la Swapo qui organise la lutte de guérilla depuis plusieurs années en territoire namibien contre la domination blanche sud-africaine.

Après la victoire il y a quelques années des nationalistes angolais dirigés par Agostinho Neto, et soutenus par l'URSS, après celle de Mugabe en Rhodésie sur la minorité blanche de ce pays, le danger de voir s'étendre et se renforcer la guérilla en Namibie et en Afrique du Sud même est réel pour le gouvernement sud-africain. Il tente alors aujourd'hui, de jouer les gendarmes dans la région et pour se « protéger » de lancer les attaques dans les pays voisins où pour couper les bases de la principale organisation nationaliste de Namibie la SWAPO (organisation du peuple du sud-ouest Africain).

Evidemment cette attaque a provoqué

un tollé un peu partout dans le monde : déclarations, prises de position, protestations se sont succédées ; l'ONU et le conseil de sécurité sont saisis de l'affaire... Beaucoup de paroles et de textes donc, mais il n'empêche que les troupes sud-africaines sont toujours en Angola...

En définitive, quoiqu'ils en disent les gouvernements des pays capitalistes ne sont peut-être pas si mécontents de cette incursion armée sud africaine, en particulier les USA car il se joue déjà depuis des années une lutte d'influence serrée entre les grandes puissances dans cette partie du monde. Que le gouvernement raciste de Prétoria tente aujourd'hui de contenir l'influence de l'URSS cela n'est certainement pas pour déplaire aux gouvernements impérialistes occidentaux.

Quoiqu'il en soit, la soi-disant autonomie octroyée à la Namibie par l'Afrique du Sud n'a rien réglé. En réalité c'est toujours le même régime raciste d'Afrique du sud dirigé par une minorité de blancs qui opprime une population essentiellement noire. Et, comme en Angola comme en Rhodésie, la répression, les raids, les incursions n'empêcheront pas les nationalistes namubiens et la majorité noire de prendre le pouvoir et d'ériger un état indépendant du régime raciste sud-africain.

SUITE DE L'EDITORIAL

Mais pourtant il y a d'autres problèmes que celui de la culture qui se posent aux DOM, et spécialement aux Antilles. Le premier problème c'est le chômage et l'émigration continue qu'il entraîne.

A ce mal le gouvernement socialiste n'a pas de remède. Et ce n'est d'ailleurs pas seulement dans les DOM. En France même le chômage s'aggrave. Mauroy a déclaré : « Il nous faudra douze à dix-huit mois pour arrêter l'augmentation du chômage et commencer à le résorber ». Et encore n'est-ce que promesse de premier ministre. En réalité le gouvernement refuse de s'attaquer sérieusement aux patrons et aux gros possesseurs de capitaux, or avec l'aggravation de la crise c'est pourtant la seule mesure qui permettrait de mettre un frein au chômage croissant et de le résorber.

Alors à plus forte raison dans les DOM, le gouvernement n'a pas non plus de solution à proposer face au problème du chômage. Car pour cela il lui faudrait s'en prendre à toute la structure de l'économie coloniale : à l'inégale répartition des terres entre riches et pauvres, à la main mise de quelques capitalistes sur le commerce, l'import-export, le transport, etc... Bref, il lui faudrait prendre des mesures radicales contre les riches, ce qu'il n'est absolument pas prêt à faire.

Et pourtant, le secrétaire d'état aux DOM-TOM Emmanuelli, a prononcé des discours farouches contre « le fait colonial », et encore récemment il a déclaré lors d'un séjour en Polynésie et en Nouvelle Calédonie qu'il était prêt à prendre des mesures énergiques contre les conséquences du colonialisme.

Mais tout comme ses prédécesseurs giscardiens il est bien incapable de mettre fin aux abus et à la situation économique catastrophique

de ces pays sous domination française. Car pour avoir cette volonté il faudrait également avoir la volonté de s'en prendre à tous les privilégiés et tous les bénéficiaires du régime colonial. Et ni le gouvernement Mitterrand, ni son secrétaire d'état aux DOM-TOM n'ont cette volonté.

Alors à défaut de s'attaquer résolument au problème du chômage, à défaut d'engager la population à proposer ses solutions pour créer des emplois et empêcher les licenciements, le gouvernement se borne à brasser du vent autour des problèmes culturels, ce qui est sans grand danger pour le maintien de l'ordre social, et surtout ce qui lui évite de poser les véritables problèmes aux Antilles qui sont d'ordre économique et politique.

COMBAT OUVRIER

Responsable de publication :

G. BEAUJOUR

Adresse

toute correspondance :

EN GUADELOUPE

à Gérard BEAUJOUR

B.P. 214

97110 POINTE-A-PITRE

EN MARTINIQUE

B.P. 386

97204 FORT-DE-FRANCE

EN FRANCE écrire à :

Combat Ouvrier

B.P. 145

75023 PARIS CEDEX

Impression

CIF Pointe-à-Pitre

Commission paritaire

N° 51728